

# **COMMENTAIRES DE LA SOCIETE TELE2 FRANCE SAS SUR LE PROJET DE DECISION N°05-0571 RELATIF A LA DEFINITION DES MARCHES PERTINENTS DE LA TELEPHONIE FIXE, LA DESIGNATION D'OPERATEURS EXERÇANT UNE INFLUENCE SIGNIFICATIVE SUR CES MARCHES ET LES OBLIGATIONS IMPOSEES A CE TITRE**

Dans le cadre de la transposition du nouveau « paquet télécom » en droit français, l'Autorité de Régulation des Communications électroniques et des Postes (ci-après l'« ARCEP » ou l'« Autorité ») a publié, le 21 décembre 2004, suite à sa consultation publique initiale lancée le 9 juillet de la même année, son analyse des marchés de la téléphonie fixe, à l'exception des marchés des marchés de la terminaison d'appels géographiques sur les réseaux alternatifs fixes (analysés par ailleurs).

A l'issue de cette consultation, le Conseil de la Concurrence a été saisi par l'Autorité pour avis. Le Conseil a ainsi rendu, le 17 février dernier, l'avis n°05-A-05.. Suite à cet avis, l'Autorité a publié, le 15 juin 2005, son projet de décision relatif aux marchés de détail de la téléphonie fixe (accès et communications), ainsi qu'aux marchés de gros (départ d'appel, transit et terminaison d'appel) y afférents.

La société Tele2 France SAS (ci-après « Tele2 ») a, par des contributions datant respectivement du mois de septembre 2004 et du mois de juillet 2005, apporté à l'ARCEP les commentaires que les documents ainsi soumis à consultation publique appelaient de sa part.

Suite à cette dernière consultation publique, l'ARCEP a alors modifié son projet de décision datant du mois de juin 2005, s'agissant :

- Sur les marchés de gros du transit, des modalités du contrôle tarifaire des prestations offertes par France Télécom ;
- Sur les marchés de détail, des modalités de l'exemption de communication préalable des tarifs de détail de France Télécom.

L'ARCEP a soumis son nouveau projet de décision à consultation publique jusqu'au 15 septembre 2005. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les commentaires de Tele2 développés dans le cadre du présent document.

## **I. LES MODIFICATIONS CONCERNANT LES MODALITES DU CONTROLE TARIFAIRE DES PRESTATIONS OFFERTES PAR FRANCE TELECOM SUR LE MARCHÉ DE GROS DU TRANSIT**

Au-delà des évolutions purement formelles du projet de décision, les modifications envisagées par l'ARCEP s'agissant de cette obligation tiennent à :

- La mise en place d'un contrôle tarifaire spécifique à certaines prestations de transit intra-territorial ;

En effet, en complément de l'interdiction générale des tarifs excessifs ou d'éviction s'agissant de ces prestations, l'ARCEP estime nécessaire de maintenir, à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2006, l'obligation pour France Télécom de fixer des tarifs reflétant ses coûts pour les prestations d'acheminement entre ses commutateurs d'abonnés et les commutateurs de hiérarchie supérieure les raccordant directement. Par ailleurs, l'Autorité entend également imposer à France Télécom l'obligation de fixer des tarifs de transit intra-territorial à destination des réseaux alternatifs reflétant les coûts correspondants, ainsi que l'obligation de fixer des tarifs d'interconnexion forfaitaire pour l'Internet reflétant les coûts correspondants, tant pour celles livrées au CA que pour celles livrées au niveau du CT.

- La généralisation du contrôle tarifaire des prestations associées.

En effet, si le principe du contrôle tarifaire de ces prestations associées figurait d'ores et déjà dans le précédent projet de décision de l'ARCEP, cette dernière prend désormais le soin de préciser que "*[...] lorsqu'un contrôle tarifaire est imposé sur une prestation incluse dans un des marchés de gros définis dans la présente décision, l'Autorité impose à France Télécom le même contrôle tarifaire sur les autres prestations éventuelles qui lui sont associées*".

Au-delà des commentaires précédemment formulés par Tele2 s'agissant de ces obligations, auxquels elle renvoie expressément, Tele2 approuve pleinement les évolutions décrites ci-dessus, qui lui semblent effectivement nécessaires afin de préserver la situation concurrentielle sur les marchés pertinents concernés. Tout au plus Tele2 entend-elle souligner que la levée de l'obligation temporaire d'orientation vers les coûts des prestations d'acheminement entre les commutateurs d'abonnés de France Télécom et les commutateurs de hiérarchie supérieure les raccordant directement ne devrait pas, selon elle, être automatique mais supposera que soit réévaluée, avant le 31 décembre 2006, la situation concurrentielle pour la fourniture desdites prestations.

## **II. LES MODIFICATIONS CONCERNANT LES MODALITES DE L'EXEMPTION DE COMMUNICATION PREALABLE DES TARIFS DE DETAIL DE FRANCE TELECOM**

Les modifications de fond envisagées par l'ARCEP s'agissant de cette obligation sont motivées par :

- Le fait que l'évolution d'une offre soumise à communication préalable doit également être soumise à cette communication, même si celle-ci ne porte pas sur le tarif de l'offre en cause mais sur la prestation concernée, voire sur la quantité commercialisée en cas de *numerus clausus* ;
- L'abaissement du seuil de l'exemption de communication préalable des tarifs des offres pour les grands comptes. Le seuil initialement envisagé, d'un montant annuel de chiffre d'affaires d'un million, passe désormais à 500.000 euros ;

- La modification des modalités de communication par France Télécom à l'ARCEP des informations concernant les offres dispensées, en application du seuil précité, d'une communication préalable à l'Autorité. Deux types d'information devront ainsi, aux termes du nouveau projet de décision, être communiquées : d'une part, une liste, tous les trimestres, des nouveaux contrats conclu au cours du trimestre précédent et, d'autre part, un rapport annuel sur certaines conditions des contrats en vigueur au cours de l'année civile précédente.

Au-delà des précédents commentaires de Tele2 s'agissant de cette obligation de communication préalable, auxquels elle renvoie, là encore, expressément, Tele2 approuve pleinement les évolutions envisagées ci-dessus, à l'exception de celle afférente à la diminution du seuil d'exemption de communication des offres destinées aux grands comptes. En effet, ainsi que Tele2 l'avait exposé dans sa précédente contribution en date du mois de juillet 2005, le seuil initialement retenu d'un million d'euros lui apparaissait d'ores et déjà trop faible. Il en va donc de plus fort pour le nouveau seuil de 500.000 euros envisagé par l'ARCEP. Si celui-ci devait être finalement retenu, Tele2 ne pourrait alors qu'appeler de ses vœux une très grande vigilance de l'Autorité sur ces offres, notamment au travers des informations périodiquement transmises par France Télécom les concernant, afin d'éviter la mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles par cette dernière.